



Agence internationale de l'énergie atomique

CIRCULAIRE D'INFORMATION

INF

INFCIRC/489
18 octobre 1995

Distr. GENERALE

FRANÇAIS

Original : ANGLAIS

COMMUNICATION DU 3 OCTOBRE 1995 REÇUE DE LA MISSION PERMANENTE DE L'AUSTRALIE AUPRES DE L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE

1. Le 5 octobre 1995, le Directeur général a reçu de la mission permanente de l'Australie une communication datée du 3 octobre 1995 transmettant une déclaration faite le 2 octobre 1995 par le Premier Ministre de l'Australie au sujet du second essai nucléaire français.
2. Comme l'a demandé la mission permanente de l'Australie, le texte de la déclaration est distribué pour l'information des Etats Membres de l'Agence.

**DECLARATION DE M. P.J. KEATING,
PREMIER MINISTRE DE L'AUSTRALIE**

DEUXIEME ESSAI NUCLEAIRE FRANÇAIS

Je déplore le dernier essai nucléaire français à Fangataufa, qui montre que le Gouvernement français ne tient aucun compte de l'indignation compréhensible de la communauté internationale devant son premier essai et accentue la colère ressentie par les pays de la région du fait de la poursuite des essais.

Cette décision est contraire au bon sens. La réputation de la France dans la région et dans le monde s'en trouve encore plus compromise. En outre, l'essai va à l'encontre des souhaits de 71 % des Français, qui veulent que leur gouvernement cesse les essais nucléaires dans cette région.

Pour obliger le Gouvernement français à abandonner son programme d'essais, l'Australie déploiera des efforts incessants et inlassables jusqu'à ce que celui-ci entende le message clair des nations du monde entier qui lui demandent d'y mettre un terme. Nous poursuivrons notre campagne avec la même vigueur jusqu'à l'arrêt total des essais.

Le Gouvernement australien n'accepte pas les raisons avancées par le Gouvernement français pour justifier les essais nucléaires, à savoir garantir la sécurité nationale de la France, assurer la sûreté de la force de dissuasion nucléaire française et développer des techniques de simulation. Le Gouvernement français doit étudier de manière plus approfondie d'autres solutions techniques que la poursuite des essais ultérieurs.

Le Gouvernement français n'a pas répondu à la question suivante : de tels essais nucléaires seraient-ils tolérés en France métropolitaine ? Il est clair qu'ils ne le seraient pas. Le Gouvernement français doit témoigner à la région du Pacifique Sud le même respect qu'à la France métropolitaine.

L'Australie appuie pleinement la déclaration faite lors de la récente réunion du Forum du Pacifique Sud qui demandait à la France :

- De renoncer à procéder à d'autres essais dans la région et de fermer les installations connexes, à l'exception de celles qui seront nécessaires pour la surveillance de l'environnement à l'avenir;
- D'accepter la responsabilité entière et exclusive de tous les effets nocifs de ces essais sur l'environnement et la population du Pacifique;

- De donner accès à la communauté internationale à toutes les données scientifiques qu'elle détient et aux sites mêmes des essais afin qu'une évaluation indépendante et complète des risques encourus puisse être réalisée;
- De signer et de ratifier les protocoles au Traité sur la zone dénucléarisée du Pacifique Sud.

Seules ces mesures montreraient que la France prend au sérieux ses obligations envers les pays de notre région, avec lesquels elle cherche à avoir de bonnes relations. Si la France ne peut même pas répondre favorablement aux demandes raisonnables de la région concernant l'accès scientifique, cela montre le peu de cas qu'elle fait des intérêts de la communauté du Pacifique Sud.

Les négociations que mène l'Australie avec les pays de même tendance en vue de soumettre à la 50ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies au cours des prochaines semaines un projet de résolution dans lequel la communauté internationale affirmerait fermement son opposition aux essais nucléaires et demanderait qu'il y soit mis fin immédiatement sont bien avancées. Ce projet de résolution s'inspirera d'autres résolutions et déclarations semblables émanant de parlements de nombreux pays du monde entier, d'organismes internationaux tels que l'AIEA et de groupes régionaux tels que le Forum du Pacifique Sud et le Forum régional de l'ANASE, et ne laissera au Gouvernement français aucun doute sur l'ampleur de l'opposition aux essais nucléaires.

Nous continuerons de favoriser les campagnes d'information et les contacts entre les peuples australien et français afin que les raisons de l'opposition des Australiens au programme d'essais et l'intensité de leurs sentiments soient comprises en France.

Le rappel de l'ambassadeur de France en Australie, l'annonce par la France que ce pays signera en 1996 un traité d'interdiction véritablement complète des essais et les indications selon lesquelles le nombre des essais pourrait être réduit sont autant de signes que notre campagne porte ses fruits. Le prix à payer par la France, dans l'immédiat et à long terme, s'accroît avec chaque nouvel essai.

Canberra, le 2 octobre 1995